

ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

valant Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières
(CCATP)

Marché de prestations intellectuelles
Procédure adaptée
(articles L2123-1 et R2123-1 à R2123-7 du Code de la commande publique
dénommé CCP)

BOP : 174-CLIM

Code service exécutant : CGFB200067

N° EJ chorus :

N° marché :

A) IDENTIFIANTS

1 – Identification de la personne morale de droit public qui passe le marché

L'État, représenté par :

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région Grand Est
Service Transition Energétique, Climat, Construction, Logement, Aménagement

adresse : 14 rue du bataillon de marche n°24 67200 STRASBOURG CEDEX

tél : 03 88 13 05 00

courriel : ptega.steccla.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Pouvoir Adjudicateur :

L'État représenté par Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement
de la région Grand Est (désigné par arrêté préfectoral n°2024/530 du 28 octobre 2024)

Objet du marché : Réalisation d'une étude d'impact socio-économique et qualité de l'air

Adresse d'exécution ou de livraison : DREAL Grand Est - Service Transition Energétique Climat
Construction Logement Aménagement – Pôle Transition Energétique et Qualité de l'Air

Le présent document comporte 11 pages.

**Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 à 62 du Code de
la commande publique (CCP) :**

Thierry MARY, Chef de service Transition Energétique Climat Construction Logement Aménagement

Comptable assignataire des paiements :

-Direction régionale des Finances publiques Grand Est et Département du Bas-Rhin

4 place République 67000 Strasbourg

Courriel drfip67@dgfip.finances.gouv.fr

2 – Candidat - titulaire :

Nom - prénom :.....

Agissant pour la société :.....

Adresse de l'entreprise:.....

.....

.....

Téléphone :.....

Télécopie :.....

Courriel :.....

SIRET :

3 – Groupement - titulaire :

cotraitant 1 :

Nom - prénom :.....

Agissant pour la société :.....

Adresse de l'entreprise:.....

.....

.....

Téléphone :.....

Télécopie :.....

Courriel :.....

SIRET :

cotraitant 2 :

Nom - prénom :.....

Agissant pour la société :.....

Adresse de l'entreprise:.....

.....

.....

Téléphone :.....

Télécopie :.....

Courriel :.....

SIRET :

B) MARCHE

Le candidat – le titulaire :

☐ M'engage sans réserve à produire les documents mentionnés aux articles R2143-6 à R2143-10 du CCP ainsi que l'attestation d'assurance et à exécuter les prestations du présent acte d'engagement valant CCATP définies dans les conditions ci-après.

L'offre ainsi présentée ne me lie que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

☐ Nous nous engageons sans réserve en tant que cotraitants groupés conjoints représentés par : _____, mandataire solidaire du groupement, à produire les documents mentionnés aux articles R2143-6 à R2143-10 du CCP ainsi que l'attestation d'assurance et à exécuter les prestations du présent acte d'engagement valant CCATP définies dans les conditions ci-après.

L'offre ainsi présentée ne nous lie que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

☐ Nous nous engageons sans réserve en tant que cotraitants groupés solidaires représentés par : _____, mandataire du groupement, à produire les documents mentionnés aux articles R2143-6 à R2143-10 du CCP ainsi que l'attestation d'assurance et à exécuter les prestations du présent acte d'engagement valant CCATP définies dans les conditions ci-après.

L'offre ainsi présentée ne nous lie que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Article 1er : Montant du marché

Les prestations seront rémunérées par application d'un prix global et forfaitaire égal à :

Montant hors TVA :
TVA 20 %:
Montant TVA incluse :

Arrêté en lettres à :

Décomposition du prix global et forfaitaire :

Désignation des prestations	Prix unitaire (HT)	Quantité	Montant (HT)
Réunion de lancement de la prestation		1	
Conduite d'entretiens préparatoires		5	
Remise et présentation du rapport méthodologique intermédiaire		1	
Remise du rapport final		4	
Réunion de restitution		4	
TOTAL (HT) :			
TVA 20 % :			
TOTAL (TTC) :			

Article 2 : mission du prestataire

Les missions attendues par le prestataire sont détaillées dans cet article.

a) Contexte de la mission

Le chauffage au bois est une source d'énergie renouvelable et locale. Le bois de chauffage est une source d'énergie avantageuse pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et lutter contre le réchauffement climatique. Mais le chauffage au bois domestique constitue également une partie importante de la pollution en particules fines, et notamment des PM2.5.

La loi Climat et Résilience a introduit dans le code de l'environnement l'article L222-6-1 qui dispose que :

« Dans les agglomérations (bénéficiant d'un plan de protection de l'atmosphère (PPA)), après avis des conseils municipaux des communes et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre intéressés, le représentant de l'État dans le département prend, d'ici le 1er janvier 2023, les mesures nécessaires pour :

- améliorer la performance énergétique du parc d'appareils de chauffage au bois
- atteindre une réduction de 50% des émissions de particules fines PM2.5 issues de la combustion du bois à l'horizon 2030 par rapport à la référence de 2020. »

Etat d'avancement de l'approbation des 4 plans d'actions pour un chauffage au bois domestique performant (ci-après désignés par « Plan bois ») sur les territoires concernés dans le Grand Est :

- Plan d'actions de l'agglomération de **Strasbourg** approuvé le 7 juin 2024 (<https://www.-grand-est.developpement-durable.gouv.fr/approbation-du-plan-d-actions-pour-un-chauffage-au-a22716.html>). Ce plan constitue le volet « Chauffage au bois » du Plan de Protection de l'Atmosphère de l'agglomération strasbourgeoise approuvé le 30 juillet 2024. Un Fonds air-bois est également en place depuis 2019 sur l'Eurométropole de Strasbourg. Les derniers octrois d'aide dans la cadre de ce dispositif se termineront fin 2026, et l'étude de préfiguration pour un nouveau fonds air-bois va être lancée afin d'évaluer les conditions d'une éventuelle poursuite. Une évaluation de l'efficacité des mesures du plan bois doit être réalisée tous les deux ans, afin de suivre l'impact des mesures prises sur la qualité de l'air et l'évolution des émissions, et éventuellement revoir les ambitions et objectifs du plan pour permettre l'atteinte de l'objectif de 50% de réduction des émissions de PM2.5.
- Plan d'actions de l'agglomération de **Nancy** adopté le 2 septembre 2024 ([Approbation du Plan d'actions pour un chauffage au bois domestique performant sur le territoire du plan de](#)

[protection de l'atmosphère \(PPA\) de l'agglomération nancéenne | DREAL Grand Est \(developpement-durable.gouv.fr\)](https://developpement-durable.gouv.fr)). Ce plan est amené à intégrer le volet « Chauffage au bois » du Plan de Protection de l'Atmosphère de l'agglomération nancéenne en cours de révision. Un Fonds air-bois est en place depuis le 1er janvier 2024 pour une durée de 3 ans sur la Métropole du Grand Nancy. Il répond pour l'instant aux objectifs fixés par l'étude de préfiguration.

- **Metz** : plan d'actions finalisé et proposé à la signature du préfet, suite à la mise en place au 1^{er} janvier 2025 du Fonds Air Bois par Metz Métropole pour une durée de 3 ans, ce dispositif étant l'une des mesures phare du plan (appui financier au renouvellement/modernisation des appareils de chauffage). La phase de consultation a démarré le 7 juillet 2025, afin de pouvoir finaliser la mise en œuvre effective du plan bois dans l'année. Ce plan constitue le volet « Chauffage au bois » du Plan de Protection de l'Atmosphère des trois vallées (PPA), élaboré sur un nouveau périmètre (106 communes), dont la finalisation et l'approbation sont prévues à l'été 2026.
- **Reims** : plan d'actions finalisé et proposé à la signature du préfet en 2024, suite à la phase de consultation effectuée en 2023. Un Fonds Air Bois a été mis en place pour une période de 18 mois le 16 novembre 2023 par la Communauté Urbaine du Grand Reims (CUGR) et est en cours de discussion pour une prolongation d'un an, ce dispositif étant l'une des mesures phare du plan (appui financier au renouvellement/modernisation des appareils de chauffage). L'adoption du plan bois est en cours. Ce plan constitue le volet « Chauffage au bois » du Plan de Protection de l'Atmosphère des trois vallées (PPA), élaboré sur un nouveau périmètre (CUGR, soit 146 communes), dont la finalisation et l'approbation sont prévues en 2026.

b) Objectifs de l'étude

Lors des phases d'élaboration des plans bois, les acteurs représentatifs de la filière bois en région (notamment Fibois Grand Est) se sont montrés très vigilants sur toutes les actions qui, selon eux, pourraient remettre en cause la place du bois-énergie dans le mix énergétique. Les plans adoptés excluent donc à ce stade toute décision d'interdiction d'usage de dispositifs déjà installés. De telles interdictions méritent en effet d'être précédées d'une évaluation de gains attendus et des incidences sur les ménages, notamment financières, pour une meilleure acceptabilité sociale.

Une des actions des plans bois du Grand Est, concerne ainsi la réalisation d'une étude d'impacts socio-économiques et impacts sur la qualité de l'air de toute mesure contraignante qui pourrait être prise pour atteindre l'objectif de réduction de 50% des émissions de PM2.5 issues du chauffage au bois domestique en 2030 par rapport à 2020. Dans le plan se trouve déjà l'interdiction par arrêté préfectoral de l'installation et l'usage des appareils peu performants dans la construction neuve (entrée en vigueur début 2025 pour Strasbourg et Nancy), mais d'autres leviers réglementaires peuvent être activés.

L'étude d'impact socio-économique et qualité de l'air liée au chauffage au bois dans la région Grand Est doit fournir une analyse détaillée et des recommandations actionnables. Les attendus spécifiques incluent : une évaluation des effets sur les ménages, en tenant compte des impacts financiers et sociaux des mesures proposées ; une analyse des effets sur les entreprises, notamment en termes de coûts et de bénéfices économiques ; une évaluation des réductions potentielles des émissions de particules fines PM2.5 ; une évaluation du degré d'acceptabilité des mesures proposées auprès des différents acteurs concernés ; des propositions de calendriers favorisant l'acceptabilité progressive des mesures, en tenant compte des contraintes et des attentes des ménages et des entreprises ; et enfin des ébauches de stratégies de communication politique pour faciliter la mise en œuvre des mesures et assurer une adhésion des parties prenantes.

Il est précisé que les réseaux de chaleur urbains ne sont pas concernés par les plans bois car ils concernent le chauffage urbain et non domestique. Ces réseaux ne seront donc pas pris en compte dans la présente étude.

c) Contenu et phasage envisagé

Les grandes phases de la prestation sont définies de la manière suivante :

- prendre connaissance des différentes données existantes sur les pratiques de chauffage au bois (régionales, locales) transmises et recherche de données complémentaires (nationales...). La prestation confiée au titulaire ne prévoit pas de nouveau recueil de données de type enquêtes ménages par exemple.
- utiliser les données disponibles et réaliser des statistiques/extrapolations afin d'obtenir un profil cohérent sur les pratiques chauffage au bois dans chacun des 4 territoires
- faire un état des lieux des aides existantes au renouvellement des appareils selon les critères, et prix sur le marché des nouveaux appareils labellisés flamme verte ou label similaire
- pour chacun des 4 territoires : étudier l'impact socio-économique sur les ménages et les entreprises concernées, ainsi que l'impact sur les émissions de PM2.5 de la mise en œuvre de mesures réglementaires contraignantes qui pourraient être décidées par les Préfets de Département.

Le prestataire réalisera un benchmark des mesures contraignantes appliquées dans d'autres régions voire pays européens, afin notamment d'obtenir un aperçu de la manière dont ces évolutions ont été perçues localement. Il proposera ensuite à la DREAL Grand Est une sélection de mesures contraignantes à approfondir. Voici une liste non-exhaustive de mesures potentielles :

- Limitation du remplacement ou de l'installation de nouveaux appareils de chauffage au bois aux seuls appareils performants (label Flamme verte ou équivalent)
- Interdiction d'installation et d'usage d'appareils de chauffage au bois non performants (foyers ouverts)
- Interdiction d'installation et d'usage d'appareils de chauffage au bois non performants (foyers ouverts et foyers fermés datant d'avant 2002)
- Renforcement de la réglementation nationale sur la qualité du combustible (cf. article L.222-6 du code de l'Environnement et arrêté du 30 mars 2022 : le Préfet pourrait imposer un taux d'humidité du bois-bûche plus contraignant que les 23% en vigueur au niveau national par exemple)

Les mesures proposées ci-dessus seront à étudier sur les périmètres les plus pertinents (centre-ville uniquement, ville-centre uniquement, plusieurs communes, un ou plusieurs EPCI...), qui seront définis lors de la phase de lancement et de cadrage de l'étude.

Un calendrier d'application de chaque mesure sera également à proposer par le titulaire, afin de trouver un optimum entre gains pour la qualité de l'air et acceptabilité socio-économique de la mesure.

Le rapport final devra faire apparaître clairement dans quelle mesure chaque scénario étudié permet ou non l'atteinte de l'objectif de réduction de 50% des émissions de particules fines PM2.5 à horizon 2030 par rapport à 2020. Aucun travail sur des modélisations en concentrations n'est attendu de la part du prestataire. ATMO Grand Est évaluera les émissions de PM2.5 pour 3 à 6 scénarios, choisis en accord entre la DREAL GE, le prestataire et ATMO Grand Est. Le prestataire s'engage à mentionner ATMO Grand Est dans ses rapports et dans chacun de ses rendus, quand sont utilisées ou présentées les données issues de la base Invent'Air d'ATMO Grand Est, de la version de la base utilisée et de l'ensemble des calculs réalisés par ATMO Grand Est.

d) Données disponibles pour la réalisation de l'étude

Données nationales :

Le titulaire pourra se servir des données les plus récentes publiées par l'INSEE, par exemple sur les revenus des ménages.

Données régionales :

L'Invent'AIR d'ATMO Grand Est permet une évaluation des appareils à bois caractérisés par un rendement et un facteur d'émission en fonction de :

- Leur type (foyer ouvert, insert, poêle, chaudière...)
- Leur ancienneté (avant 2005, après 2005, écodesign)
- Le type de bois utilisé (bûche, pellets, plaquettes),
- S'ils sont utilisés en chauffage principal ou en chauffage d'appoint.

Sur la base de ces données et des possibilités de leur exploitation, ATMO Grand Est validera avec la DREAL GE les scénarios proposés par le prestataire, et lui fournira les évolutions en émissions de PM2.5 entre 2020 et 2030.

Données au niveau des agglomérations :

• Strasbourg

L'étude de préfiguration du Fonds Air-bois actuellement en cours (Enquête FLA'EMS de 2017-2018) sera fournie au prestataire.

L'Eurométropole de Strasbourg a également déposé fin juin 2025 une candidature à un appel à projet de l'ADEME afin de réaliser une nouvelle étude de préfiguration. Il s'agit d'une part de contribuer à évaluer le dispositif fonds air bois en place et d'autre part d'évaluer plusieurs scénarios de poursuite ou non du dispositif. Une enquête auprès de la population se chauffant au bois doit notamment être réalisée d'ici au début de l'année 2026. Cette enquête comprendra notamment des questions sur les thématiques suivantes : équipement en matière de chauffage au bois, pratiques d'utilisation, avantages/inconvénient du chauffage au bois, modalités d'approvisionnement, sensibilité à la qualité de l'air... Les résultats de cette enquête pourront être mis à disposition du prestataire une fois anonymisées.

• Nancy

Une étude de préfiguration à la mise en place d'un Fonds Air Bois a été réalisée en mars 2022. Elle a mené à une réponse à l'appel d'offres de l'ADEME en 2023 pour la mise en place d'un fonds air bois. Un animateur a été recruté à l'Agence locale de l'énergie et du climat de Nancy fin 2023 et le fonds air bois (appelé « prime air bois » à Nancy) a été lancé en janvier 2024 pour 3 ans. L'objectif de renouvellement fixé pour l'année 2024 a été dépassé (+10,5%). Une présentation en comité de pilotage du 26 mars 2025 est disponible.

Un plan d'action chauffage au bois a été signé en septembre 2024.

• Metz

Une étude de préfiguration à la mise en place d'un Fonds Air Bois a été réalisée en mars 2023. Elle a mené à la mise en place d'un fonds air bois sur le territoire de Metz Métropole du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2027. Une présentation en comité de pilotage du 7 janvier 2025 est disponible.

Un plan d'action chauffage au bois est en cours d'approbation.

• Reims

Une étude de préfiguration à la mise en place d'un Fonds Air Bois a été réalisée en mai 2023. Elle a mené à la mise en place d'un fonds air bois le 16 novembre 2023 par la Communauté Urbaine du Grand Reims (CUGR) pour une période de 18 mois. Une présentation en comité de pilotage du 11 juin 2024 est disponible. Ce Fonds Air Bois est en cours de discussion pour une prolongation d'un an. L'adoption du plan d'action chauffage au bois est en cours.

e) Livrables et réunions

Dans l'ordre du déroulement envisagé de la prestation :

Phase 1 : cadrage méthodologique (commun aux 4 territoires) :

- Réunion de démarrage entre le titulaire, la DREAL Grand Est et ATMO Grand Est
- Entretien préparatoire avec FIBOIS Grand Est
- Remise d'un premier rapport commun aux 4 territoires par le titulaire, détaillant la méthodologie à suivre et les données recueillies

Phase 2 : travail sur chaque territoire de manière distincte :

- Entretien préparatoire en présence de la DREAL Grand Est avec les représentants du territoire
- Points d'avancement réguliers avec la DREAL Grand Est durant la phase de production des résultats pour chaque territoire
- Remise du rapport final (un par territoire) comprenant notamment des fiches-mesures synthétiques sur l'impact des interdictions retenues. Ce rapport sera présenté à la DREAL Grand Est et aux représentants du territoire concerné lors d'une réunion de restitution. Le support de présentation sera également remis à la DREAL Grand Est à la suite de la présentation, et pourra être ré-utilisé par la DREAL Grand Est lors de réunions ultérieures. Des éventuelles remarques et demandes de compléments pourront être formulées suite à la présentation. Le cas échéant, le titulaire les prendra en compte avant de fournir une version définitive du rapport final.

Les phases 2 de chaque territoire pourront ne pas se dérouler simultanément.

Article 3 : délai d'exécution

Le délai d'exécution global de l'étude est **estimé à 30 mois à compter de la notification du marché.**

Un ordre de service sera émis lors du lancement de la phase 1, ainsi qu'au démarrage de chaque phase 2 (un ordre de service émis par territoire).

Le délai d'exécution de chaque phase sera précisé sur chacun des ordres de service émis, ne pouvant pas dépasser 4 mois pour la phase 1 et 8 mois pour chaque phase 2.

Article 4 : pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG prestations intellectuelles (PI), le marché est constitué par les documents contractuels ci-dessous :

- le présent document valant acte d'engagement et cahier des clauses administratives et techniques particulières (AE valant CCATP)
- le mémoire technique accompagnant le présent document, remis par le candidat avec son offre et constituant les engagements techniques relatifs à la prestation. Ce mémoire technique présentera au moins les éléments suivants :
 - Compréhension du contexte et des objectifs de l'étude par le candidat
 - Moyens techniques et humains mis à disposition pour la réalisation de l'étude (y compris le(s) nom(s), qualité et qualification du ou des intervenants)
 - Planning prévisionnel détaillé de réalisation de la prestation

- Détail du prix proposé (détaillant le temps passé par chaque intervenant)
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A)

Article 5 : prix et modalités de paiement

Les prix sont fermes et non actualisables.

Conformément aux articles D2192 et R2192-3 du Code de la commande publique (CCP), la transmission des factures sous forme électronique est obligatoire.

Elle s'effectue après inscription sur le portail « Chorus pro » à partir du site : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus pro » sont disponibles sur le site : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter le site : aife.dematerialisation@finances.gouv.fr

Le paiement s'effectuera par dépôt d'une (ou plusieurs) facture(s) avec les mentions obligatoires figurant à l'article D2192-2 du CCP.

Outre les indications prévues à l'article 11 du CCAG, la (ou les) facture(s) dématérialisée(s) devront mentionner :

- l'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (Siret ou n° TVA intracommunautaire, RIDET, ...) ;
- le code service exécutant (voir page de garde) ;
- le n° d'EJ CHORUS et le numéro de marché (voir page de garde).

Le délai de paiement de trente (30) jours court à compter de l'horodatage de l'arrivée de la facture ou de la date de notification du message électronique au pouvoir adjudicateur l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail public (voir ci-dessus).

Le défaut de paiement dans le délai susvisé fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux de la banque centrale européenne majoré de huit points (articles R2192-31 à R2192-34 du CCP).

Le montant de l'indemnité pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros (article D2192-35 du CCP).

Article 6 : pénalités de retard

Pour chaque mission démarrée par un ordre de service et assortie d'un délai de réalisation, des pénalités de retard pourront être appliquées en cas de retard d'exécution imputable au titulaire.

Ces pénalités seront calculées de la manière suivante :

40€ par jour de retard, à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Article 7 : dispositions générales

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail et à la protection de l'environnement (articles 6 et 7 du CCAG PI).

Article 8 : régime des droits de propriété intellectuelle

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

Article 9 : garantie

Les prestations ne font l'objet d'aucune garantie.

Article 10 : opérations de vérification

Voir article 28 du CCAG PI.

Article 11 : réception

A l'issue des opérations de vérification, le représentant du pouvoir adjudicateur prononce la réception, l'ajournement, la réception avec réfaction ou le rejet des prestations selon les modalités définies à l'article 29 du CCAG/PI.

La date de prise d'effet de la réception est précisée dans la notification de décision de réception.

La réception entraîne, s'il y a lieu, transfert de propriété.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG/PI, si le représentant du pouvoir adjudicateur ne notifie pas sa décision dans un délai d'un mois, les prestations sont considérées comme reçues avec effet à compter de l'expiration du délai.

Par dérogation à l'article 29.2 du CCAG/PI, en cas de corrections demandées, le prestataire dispose de deux semaines pour remettre le rapport corrigé. Le représentant du pouvoir adjudicateur peut, s'il l'estime nécessaire, réunir le comité de pilotage afin d'obtenir son avis sur le rapport signé.

Article 12 : attestations sur l'honneur

1/ Le candidat / titulaire, chaque cotraitant, déclare sur l'honneur :

- qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-11 du CCP et qu'il est en règle au regard des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- qu'il n'est pas en redressement judiciaire (*à rayer si nécessaire*)

ou

- qu'il est en redressement judiciaire et conformément à l'article L2141-3 du CCP qu'il s'engage à fournir à l'appui la copie du ou des jugements prononcés (*à rayer si nécessaire*).

2/ Le candidat / titulaire, chaque cotraitant, s'engage à fournir les documents mentionnés aux articles R2143-6 à 10 du CCP ainsi que l'attestation d'assurance avant attribution du marché.

3/ En cas de groupement, la(les) délégation(s) de pouvoir si signature uniquement du mandataire.

Article 13 : résiliation

Voir articles 36 à 42 du CCAG PI

Article 14 : dérogations au document général

L'article 3 de l'acte d'engagement valant CCATP déroge à l'article 13 du CCAG PI.

L'article 4 de l'acte d'engagement valant CCATP déroge à l'article 4.1 du CCAG PI.

L'article 6 de l'acte d'engagement valant CCATP déroge à l'article 14 du CCAG PI.

L'article 9 de l'acte d'engagement valant CCATP déroge à l'article 30 du CCAG PI.

L'article 11 de l'acte d'engagement valant CCATP déroge aux articles 29 et 29.2 du CCAG PI.

Signatures

A	A
le	le
Le candidat, chaque cotraitant (nom, prénom et fonction de la personne ayant pouvoir d'engager la société)	Le représentant du pouvoir adjudicateur

Date d'effet du marché

Reçu notification du marché le :

par l'entrepreneur ou mandataire du groupement : (nom + signature)

OU

Reçu le _____ l'avis de réception postal de la notification du marché signé par
l'entrepreneur ou le mandataire du groupement destinataire.

Pour le représentant du pouvoir adjudicateur

à :

le :